



CENTRE COMMUNAL
D'ACTION SOCIALE

2024/26092024/10

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20240926-2609202495-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 02/10/2024

Publication : 03/10/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



DÉLIBÉRATIONS

Le 26 septembre 2024 à 14h38 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au CCAS, 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Caroline DUTARTE

Étaient présents :

Madame Elisabeth ALAZARD, Madame Katherine COEUFF, Monsieur Jean DE BEIR, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Annick LAMBARD, Madame Geneviève LARMARAUD, Madame Martine LELAIT, Madame Amèle MANSOURI

Étaient représentés :

Madame Zohra AMIMI, ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE,
Madame Marie DESBORDES, ayant donné pouvoir à Madame Elisabeth ALAZARD,
Madame Marie-Françoise MARCASSIN, ayant donné pouvoir à Madame LELAIT Martine
Madame Félicie RENON, ayant donné pouvoir à Madame Amèle MANSOURI
Monsieur Jean- Pierre TRÉDET, ayant donné pouvoir à, Madame Hortense HECTOR
Madame Mireille VACHE-PICAT, ayant donné pouvoir à Madame Béatrice BOCHET

Était excusés :

Madame Béatrice BOCHET, Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL

Secrétaire de séance :

Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 19 septembre 2024



DÉLIBÉRATIONS

10 CRÉATION D'UN SERVICE AUTONOMIE À DOMICILE (S.A.D.)

MESDAMES, MESSIEURS,

La réforme des services autonomie s'inscrit dans un large contexte politique qui, depuis la loi de 2002, a connu des évolutions majeures : la loi ASV de 2015, la création de la 5^{ème} branche de la Sécurité Sociale confiée à la CNSA en 2020 et la promulgation de la loi « Bien Vieillir » en avril 2024, avec la création du Service Public Départemental de l'Autonomie (S.P.D.A.). Cela se traduit par une volonté de renforcer le pilotage, d'améliorer la coordination, de développer la prévention et de soutenir le secteur du domicile.

L'article 44 de la loi n°2021-1754 du 23 décembre 2021 de financement de la Sécurité Sociale pour 2022 a marqué un tournant pour les services d'aide et de soins à domicile.

Le décret n°2023-608 du 13 juillet 2023 précise les modalités d'application et décrit les principes d'organisation et de fonctionnement des Services Autonomie à Domicile, et inclut, dans son annexe

3-0, le cahier des charges. Depuis le 30 juin 2023, la réforme des S.A.D. est entrée en vigueur. Au-delà du changement de nom, la réforme modifie les missions, les principes d'organisation et de fonctionnement des S.A.A.D. (Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile), des S.S.I.A.D. (Service de Soins Infirmiers À Domicile) et des S.P.A.S.A.D. (Service Polyvalent d'Aide et de Soins A Domicile). Ce changement introduit une distinction entre les :

- S.A.D. « mixtes » qui dispensent de l'aide et du soin,
- Les S.A.D. qui ne dispensent que de l'aide.

Le décret du 13 juillet 2023 précise que les S.A.A.D. existants sont réputés autorisés en tant que S.A.D. pour la durée restante de leur autorisation initiale, mais ils ont deux ans pour se mettre en conformité avec le cahier des charges à compter du 30 juin 2023.

Les S.S.I.A.D. ont un délai de 2 ans et demi pour s'adjoindre une activité d'aide, sans laquelle ils ne pourront poursuivre leur activité au-delà du 30 juin 2025. La demande d'autorisation en tant que S.A.D. « mixte » est à formuler jusqu'au 31 décembre 2025 après de l'Agence Régionale de Santé (A.R.S.) et du Conseil Départemental (C.D.).

Cette réforme concerne le S.S.I.A.D. et le service prestataire d'aide et d'accompagnement à domicile (S.A.A.D.) gérés par le C.C.A.S.

Parmi les options proposées par la réforme pour constituer un S.A.D. « mixte » (rapprochement avec un autre gestionnaire soit par fusion, soit par création d'un G.C.S.M.S...), la plus cohérente pour le C.C.A.S. consiste à fusionner les autorisations du S.S.I.A.D. et du Service Prestataire d'Aide et d'Accompagnement A Domicile pour créer un nouveau service répondant au cahier des charges, à la condition que le territoire d'intervention de ces différentes structures soient les mêmes. La couverture territoriale actuelle du S.A.A.D. (service prestataire) se limite aux 4 résidences autonomie, même si l'autorisation a été délivrée pour la totalité du territoire rouennais. Les aides à domicile devront donc intervenir également en dehors des résidences autonomie.

Les aspects techniques de la réforme :

- Les missions du S.A.D.

Elles sont définies dans le nouvel article D.312-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

DÉLIBÉRATIONS

Les missions socles obligatoires :

- Aide et accompagnement dans les gestes de la vie quotidienne,
- Réponse aux besoins de soins,
- Aide à l'insertion sociale,
- Actions de prévention de la perte d'autonomie, de préservation, de restauration et de soutien à l'autonomie.

Les missions facultatives :

- Soutien aux aidants,
- Peuvent assurer les missions de Centre Ressource Territorial (C.R.T.).

➤ Le financement sera composé de 3 volets :

- Les soins par l'A.R.S. dans le cadre de la réforme de la tarification des S.S.I.A.D. appliquée en 2023,
- L'aide et accompagnement par le Département : tarif plancher A.P.A. + dotation qualité complémentaire (3€/h) si signature d'une Convention Pluriannuelle d'Objectifs et de Moyens (C.P.O.M.),
- La coordination par l'A.R.S. (temps de coordination...) dont le montant sera défini dans la C.P.O.M., selon les modalités d'organisation du S.A.D. pour assurer la coordination et la continuité de service.

La Conférence des financeurs pourra être sollicitée pour la partie prévention.

La signature d'une C.P.O.M. tripartite entre le gestionnaire du S.A.D., l'A.R.S. et le Conseil Départemental est obligatoire.

➤ Les modalités d'organisation d'un S.A.D. « mixte » :

Le cahier des charges des S.A.D. a pour objectif de renforcer la qualité des services à domicile avec l'ambition d'en faire l'un des piliers du virage domiciliaire. Il complète un certain nombre de règles et bonnes pratiques prévues par le C.A.S.F. par des dispositions spécifiques exigeantes visant à garantir un accueil de qualité :

- Des locaux répondant aux exigences d'accessibilité, permettant un accueil physique minimum de deux demi-journées par semaine à jours et heures fixes, un accueil téléphonique personnalisé ouvert au minimum 5 jours /7 sur une plage horaire de 7h / jour avec gestion de messages téléphoniques,
- Un fonctionnement intégré des prestations d'aide et de soin comprenant :
 - Une coordination entre les professionnels et une adaptation de l'organisation : nommer une responsable de la coordination aide et soin, un interlocuteur privilégié, des encadrants aide et soin,
 - Une mobilisation des outils nécessaires à la coordination : une grille d'évaluation, des outils numériques : dossier usager informatisé, outil de liaison à destination des intervenants de l'aide et du soin, des locaux permettant des formations et réunions d'équipe.
- Une inscription du S.A.D. dans l'offre sociale, médico-sociale et sanitaire proposée sur son territoire en formalisant des partenariats sous forme de conventions.

DÉLIBÉRATIONS

➤ Les échéances pour la mise en œuvre du S.A.D. « mixte » :

- Une information des équipes respectives sur le projet,
- Un pilotage du projet au moyen d'un COPIL, d'un COTECH, de réunions des équipes respectives,
- Une information aux directions concernées, aux organisations syndicales, le passage aux instances représentatives du personnel,
- La constitution du dossier de demande d'autorisation auprès de l'A.R.S. et le Conseil Départemental, nécessitant l'adaptation de tous les outils de la loi de 2002 au fonctionnement intégré du nouveau service, à déposer avant le 30/6/2025 pour un démarrage au 01/01/2026 (à confirmer par les organismes de tutelle),
- La réponse à l'Appel à Manifestation d'Intérêt (A.M.I.) correspondant à la date projetée d'ouverture, pour initier la C.P.O.M. et bénéficier de financements supplémentaires.

Les modalités de fonctionnement et d'organisation du futur Service Autonomie à Domicile qui découleront de la décision du Conseil d'Administration du C.C.A.S., seront soumises à l'avis de Comité Social Territorial.

Il est proposé au Conseil d'Administration d'approuver la constitution d'un Service Autonomie à Domicile « mixte » par regroupement du S.S.I.A.D. et du Service Prestataire d'Aide et d'Accompagnement à Domicile, selon les modalités du cahier des charges annexé au décret du 13 juillet 2023, à compter du 1 janvier 2026.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

Vu la Loi n° 2024-317 du 8 avril 2024 portant mesures pour bâtir la société du bien vieillir et de l'autonomie

VU la Loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

VU la Loi n°2002-2 du 02 janvier 2002, rénovant l'action sociale et médico-sociale,

VU l'Article 44 de la Loi n° 2021-1754 du 23 décembre 2021 de financement de la sécurité sociale pour 2022,

VU le Décret n° 2023-608 du 13 juillet 2023 relatif aux services autonomie à domicile,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L. 312-1 et L. 313-1-3,

CONSIDÉRANT, la nécessité de répondre aux obligations réglementaires de constituer un Service Autonomie à Domicile par regroupement du S.S.I.A.D. et du Service Prestataire d'Aide et d'Accompagnement à Domicile, selon les modalités du cahier des charges annexé au décret du 13 juillet 2023, à compter du 1 janvier 2026.

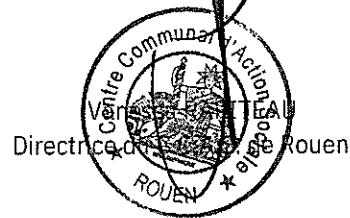
DÉLIBÉRATIONS

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- Approuve la constitution d'un Service Autonomie à Domicile à compter du 1^{er} janvier 2026, par fusion des autorisations du S.S.I.A.D. et du Service Prestataire d'Aide et d'Accompagnement à Domicile.

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,
Pour le Président et par délégation



Madame la Directrice du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.

